

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 1065

2 JUNI 1987. — Arrêté royal portant exécution de l'article 56, 5°, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 et modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1985, portant exécution du chapitre Ier, section 1, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, notamment l'article 56, 5°, modifié par l'arrêté royal n° 529 du 31 mars 1987;

Vu la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment les articles 1er à 9;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'informer d'urgence les administrations provinciales et locales de leurs obligations modifiées en matière de versement des cotisations de sécurité sociale et de ce fait, permettre à l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales d'entreprendre immédiatement sa tâche de perception modifiée;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre Ier, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, est complété par l'alinéa suivant :

« i) par « cotisation pour les maladies professionnelles », la cotisation due en exécution de l'article 56, 5°, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970. »

Art. 2. Dans l'article 3, deuxième alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, les mots « à la cotisation pour les maladies professionnelles », sont insérés entre les mots « relative » et « aux cotisations de pension ».

Art. 3. Dans l'article 6, premier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, les mots « à la cotisation pour les maladies professionnelles », sont insérés entre les mots « relative » et « aux cotisations de pension ».

Art. 4. Dans l'article 7, premier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, les mots « la cotisation pour les maladies professionnelles », sont insérés entre les mots « concerne » et « les cotisations de pension ».

Art. 3. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 1065

2 JUNI 1987. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 56, 5°, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van het hoofdstuk I, sectie 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, inzonderheid op artikel 56, 5°, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 529 van 31 maart 1987;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 1 tot 9;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om de provinciale en plaatselijke besturen dringend in te lichten over hun gewijzigde verplichtingen inzake de storting van de sociale zekerheidsbijdragen en om aldus de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten toe te laten haar gewijzigde inningstaak onmiddellijk aan te vatten;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk I, sectie 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, wordt aangevuld met het volgende lid :

« i) onder « bijdrage voor beroepsziekten », de bijdragen verschuldigd in uitvoering van artikel 56, 5°, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970. »

Art. 2. In artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, worden tussen de woorden « betreffende » en « de pensioenbijdragen » de woorden « de bijdrage voor beroepsziekten », ingevoegd.

Art. 3. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, worden tussen de woorden « betreffende » en « de pensioenbijdragen », de woorden « de bijdrage voor beroepsziekten », ingevoegd.

Art. 4. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, worden tussen de woorden « voor de » en « pensioenbijdragen », de woorden « bijdrage voor beroepsziekten, de », ingevoegd.

Art. 5. Dans l'article 10, § 1er, premier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, les mots « la cotisation pour les maladies professionnelles », sont insérés entre les mots « montant » et « cotisations de pension ».

Art. 6. Dans l'article 15, § 1er, premier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, les mots « la cotisation pour les maladies professionnelles », sont insérés entre les mots « si » et « cotisations de pension ».

Art. 7. Un chapitre IIIbis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987 :

« Chapitre IIIbis. La calcul de la cotisation destinée au financement des maladies professionnelles.

Art. 18bis. Les administrations paient pour leur personnel une cotisation patronale, destinée au régime des maladies professionnelles, calculée sur le salaire.

Le taux de la cotisation est fixé à 0,17 p.c.

La cotisation patronale n'est cependant pas due pour le personnel directement rétribué par l'Etat.

La cotisation patronale visée au premier alinéa est aussi appliquée aux compléments que l'administration paie, de son budget, en sus des subventions-traitements que l'Etat accorde en application de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le premier alinéa n'est pas applicable lorsque le personnel n'accomplit habituellement pas plus de deux heures de travail par jour, sauf s'il s'agit des ouvriers à domicile, d'artistes de spectacles, du personnel enseignant, des ministres des cultes ou de travailleurs occupés comme préposé à des travaux de nettoyage.

Le premier alinéa ne s'applique pas d'avantage aux personnes visées à l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ni aux étudiants qui sont occupés dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, lorsque cette occupation se situe au cours des mois de juillet, août et septembre, que sa durée ne dépasse pas un mois et que l'étudiant n'a pas été soumis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des ouvriers et à la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés en raison d'une activité durant l'année ».

Art. 8. L'article 19, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, est complété par l'alinéa suivant :

« 4° au Fonds des maladies professionnelles, la cotisation pour les maladies professionnelles, ainsi qu'éventuellement les majorations et les intérêts de retard prévues à l'article 6. »

Art. 9. Dans l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1987, l'alinéa premier est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 23. Les inspecteurs et les inspecteurs adjoints du Ministère de la Prévoyance sociale, ainsi que les inspecteurs et les inspecteurs adjoints de l'Office national sont chargés du contrôle de l'application en matière de la cotisation pour les maladies professionnelles, des cotisations de pension, de la cotisation de solidarité pour mandataires et des cotisations fixées à l'article 1er, § 2, 1° à 4° de la loi. »

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Art. 11. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Art. 5. In artikel 10, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, worden tussen de woorden « bedrag van » en « de pensioenbijdragen », de woorden « de bijdrage voor beroepsziekten », ingevoegd.

Art. 6. In artikel 15, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, worden tussen de woorden « wanneer » en « de pensioenbijdragen », de woorden « de bijdrage voor beroepsziekten », ingevoegd.

Art. 7. Een hoofdstuk IIIbis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, ingevoegd :

« Hoofdstuk IIIbis. De berekening van de bijdrage bestemd voor de financiering van de beroepsziekten.

Art. 18bis. De besturen betalen voor hun personeel een werkgeversbijdrage, bestemd voor de regeling van de beroepsziekten, die berekend wordt op het loon.

De bijdragevoet wordt vastgesteld op 0,17 pct.

Deze werkgeversbijdrage is evenwel niet verschuldigd met betrekking tot de personeelsleden die rechtstreeks ten laste van de Rijksbegroting bezoldigd worden.

De door het eerste lid bedoelde werkgeversbijdrage wordt ook toegepast op de aanvullingen die het bestuur uit zijn begroting uitkeert bij de weddetoelage welke het Rijk, met toepassing van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, toekent.

Het eerste lid vindt geen toepassing wanneer de personeelsleden gewoonlijk niet langer dan twee uren per dag arbeid verrichten, behalve wanneer het gaat om huisarbeiders, schouwspelartiesten, onderwijzend personeel, bedienaars van de eredienst of werknemers die als schoonmaker tewerkgesteld zijn.

Het eerste lid vindt evenmin toepassing op de personen, bedoeld bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en evenmin op de studenden die tewerkgesteld zijn in het kader van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, wanneer de tewerkstelling in de loop van de maanden juli, augustus en september valt, haar duur tijdens deze periode één maand niet overschrijdt, en de student niet aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders alsmede de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers onderworpen is geweest om reden van een activiteit gedurende het jaar ».

Art. 8. Artikel 19, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, wordt aangevuld met het volgende lid :

« 4° aan het Fonds voor beroepsziekten, de bijdrage voor beroepsziekten, alsmede de eventuele verhogingen en verwijlinteressen en de eventuele boeten bepaald bij artikel 6. »

Art. 9. In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1987, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« Art. 23. De inspecteurs en adjunct-inspecteurs van het Ministerie van Sociale Voorzorg, alsmede de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Rijksdienst zijn belast met het toezicht op de toepassing van de wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan, betreffende de bijdrage voor beroepsziekten, de pensioenbijdragen, de solidariteitsbijdrage voor de mandatarissen en de bijdragen bepaald in artikel 1, § 2, 1° tot 4° van de wet. »

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 11. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt,
J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE